VENDREDI 18 JUILLET 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 179

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60.

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

APPEL DU COMITÉ CENTRAL DU P. C. I.

Vers le regroupement révolutionnaire :

S'UNIR pour VAINCRE !

Notre pays, comme la Belgique et l'Italie, vient de connaître une grandiose vague de mouvements ouvriers revendicatifs. La classe ouvrière a montré, à chaque fois, qu'elle était la plus forte. La bourgeoisie a néanmoins réussi à garder ses monstrueux privilèges et, par le jeu des hausses de prix, à maintenir les masses dans la misère, sinon même à empirer cette misère.

Un tel résultat n'a été possible que parce qu'elle a pu compter sur l'appui des partis mêmes qui sont censés représenter la classe ouvrière.

Les chevaliers de la défaite

Depuis le début du mouvement la préoccupation essentielle du parti prétendu socialiste a été de le briser.

Dirigeant un gouvernement de coalition avec les partis de la bourgeoisie réactionnaire, il a utilisé pour cela tous les moyens. Tour à tour on l'a vu utiliser contre les grévistes la réquisition (Grands Moulins), la menace de réquisition (électricité), la police (boulangers), le discrédit et la calomnie (cheminots) ou les manœuvres dilatoires pour diviser et user le mouvement (tous les mouvements, de Renault aux fonctionnaires).

Le parti socialiste a montré son vrai visage non seulement antirévolutionnaire, mais antiouvrier. Serviteur docile des plans de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain, sa plus haute préoccupation, lors du grandiose mouvement ouvrier, fut de bondir sur l'occasion que lui offrait la manœuvre des communistes français pour fermer sur leurs talons la porte du gouvernement afin de ne gouverner qu'avec des représentants authentiques de la bourgeoisie.

Quant au parti communiste français, malgré ses différents avec la bourgeoisie, sa préoccupation essentielle a été de reconduire « en parti de gouvernement », c'est-à-dire d'empêcher la marée ouvrière de submerger les institutions bourgeoises. Violemment hostile aux grèves, quand il se trouvait au gouvernement, il a commencé par utiliser contre les grévistes de chez Renault la calomnie et la violence. Il n'a changé d'attitude que devant la force du mouvement des masses, en comprenant qu'il risquait d'être vomi par les masses et de perdre la direction politique et syndicale de la classe ouvrière au profit des communistes internationalistes. Le P.C.F. est passé à l'opposition gouvernementale — une opposition de Sa Majesté. Il s'est donné l'apparence d'appuyer le mouvement revendicatif et même de le diriger. En réalité, il n'a fait que suivre le mouvement quand il ne pouvait pas faire autrement, après avoir utilisé tous les moyens pour le chloroformer. Il n'en a pris la direction que pour l'émasculer, le paralyser et empêcher qu'il ne menace le patronat. Il s'est efforcé de l'utiliser non pour arracher la victoire des travailleurs, mais pour faire pression sur les partis bourgeois pour qu'ils acceptent de réintégrer au gouvernement ce loyal serviteur, indispensable dans les grandes crises sociales. Même avec cet objectif misérable, le P.C.F. n'a pas voulu utiliser l'ensemble des forces ouvrières, parce qu'il craignait lui aussi, avant tout, leur explosion révolutionnaire. Son souci essentiel a été d'émousser la combativité des travailleurs, de l'énerver dans des luttes stériles (grève perlée de la métallurgie parisienne), de développer au maximum leurs revendications corporatives, d'empêcher l'unification des revendications de salaire, de barrer la route aux mots d'ordre comme l'échelle mobile et le contrôle ouvrier de la production qui seuls permettent de faire barrage au bon plaisir patronal. Avant tout le P.C.F. a eu le souci de diviser la classe ouvrière et de fragmenter ses luttes, si la bourgeoisie a pu sauver son surprofit exorbitant, et maintenir les masses dans la misère, c'est grâce non seulement au parti socialiste de Ramadier-Daniel Mayer, mais aussi au parti communiste français, qui craint par-dessus tout la révolution des masses ouvrières.

Une avant-garde est apparue dans la lutte

Une partie de la classe ouvrière a déjà fait l'expérience de cette trahison : une large avant-garde de chez Renault s'est détachée du stalinisme comme de la social-démocratie. Dans de nombreuses usines et corporations, les meilleurs militants ont compris que la démagogie des communistes français servait seulement de camouflage à leur politique antirévolutionnaire et anti-ouvrière. Malheureusement les grandes masses n'ont fait encore qu'imparfaitement cette expérience. Ebranlées dans leur confiance, elles n'ont pas vu surgir une direction révolutionnaire suffisamment forte pour prendre la tête des combats.

Certes, notre parti est intervenu sans conditions aux côtés des travailleurs en lutte. Il a su mériter la haine des bourgeois et de leurs valets sociaux-démocrates et les vaines menaces d'un Ramadier à la tribune de la Chambre.

Face au P.S. et au P.C.F. notre Parti Communiste Internationaliste s'est efforcé d'unifier les revendications de salaires autour du mot d'ordre des 10 francs de l'heure, de briser les manœuvres capitulardes, de mettre en avant les méthodes révolutionnaires de combat, de généraliser le mouvement, d'unir les forces ouvrières en une seule vague irrésistible. Notre parti a mené campagne pour le contrôle ouvrier de la production et pour l'échelle mobile des salaires, seules garanties de la victoire, et pour la grève générale, seul moyen d'arracher une victoire réelle et non fictive. Malheureusement sa faiblesse numérique ne lui a encore permis que dans de rares secteurs d'assurer la direction des luttes. Rapidement, le P.C.F. a pu reprendre la direction du mouvement pour le mener dans l'impasse.

Il faut un parti fort

Telle est la leçon essentielle des luttes ouvrières récentes : Il faut forger, face aux directions traîtres, un parti révolutionnaire suffisamment fort pour prendre la tête des luttes ouvrières, les mener à la victoire.

Cette nécessité, nous ne sommes plus seuls à la comprendre.

Au cours des luttes une avant-garde des mouvements socialiste et communiste a commencé à prendre conscience de la trahison de ces partis et à s'insurger contre eux.

(Lire la suite en 2e page.)

Le Comité central du parti communiste internationaliste, réuni le 12 juillet, a examiné le problème de l'unité révolutionnaire, tel qu'il est posé dans les faits par la crise des partis socialiste et communiste français.

Par dix-huit voix contre deux et cinq abstentions, il a adopté l'appel ci-dessus, adressé aux travailleurs révolutionnaires, aux militants du mouvement ouvrier organisé.

Le pain 22 f., rare et mauvais

Aux dernières nouvelles, le pain coûtera 22 francs.

Aux dernières nouvelles également, 31 millions de quintaux manqueront pour servir 300 grammes par jour à chaque consommateur de France. Pour l'ensemble de l'Europe, c'est près de 200 millions de quintaux qui feront défaut.

Ce rapprochement est instructif: LE PAIN CHER SERA AUSSI LE PAIN RARE. Telle est la réponse des Pouvoirs publics à la question stupide : « PREFEREZ-VOUS PLUS DE PAIN ET MEILLEUR EN LE PAYANT PLUS CHER, OU MOINS DE PAIN ET MAUVAIS, AU PRIX ACTUEL ?

Beau résultat de ce que « Franc-Tireur » nomme pudiquement « les inconséquences gouvernementales » ; disons plutôt : incapacité de la bourgeoisie à nourrir le peuple, incapacité qui a, depuis longtemps, pris l'allure d'un système politique conscient, organisé avec l'accord de TOUS LES PARTIS DU PARLEMENT.

Un sondage effectué dernièrement dans l'opinion publique montre que ceux qui se résignent au pain cher sont D'ABORD LES RICHES, ensuite LES PATRONS, ensuite les campagnes (prises en bloc). Quant aux salariés, ILS SE PRONONCENT EN MAJORITE CONTRE L'AUGMENTATION DE PRIX.

Qu'importent ces considérations aux ministres passés, présents et à venir de la bourgeoisie.

On augmentera le prix du pain et l'année prochaine, à pareille époque, aurons-nous du pain blanc en suffisance ? Rien n'est moins probable.

Qu'on en juge. La Conférence internationale du blé vient de recommander :

— Maintien des taux de blutage et incorporation d'ersatz;

— Pas d'augmentation des rations.

M. Ramadier, procédant avec les paysans comme avec les fonctionnaires, refuse d'adopter le prix fixé par la Confédération générale de l'agriculture, en accord avec l'Office des céréales.

Le tribunal économique de Rouen s'inspirait donc en haut lieu, quand il condamnait Henri Gosnet, directeur du Groupement de répartition des farines, à NEUF MOIS DE PRISON, pour un trafic qui pouvait légalement entraîner LA PEINE DE MORT.

Contre le gouvernement des affameurs, nous répéterons : ON PEUT PAYER UN JUSTE PRIX AUX CULTIVATEURS SANS AUGMENTER LE PRIX DU PAIN, QU'ON SUPPRIME LES CREDITS MILITAIRES, QU'ON FASSE PAYER LES RICHES, LE PAIN EST L'ARTICLE 1 DU MINIMUM VITAL.

GEOFFROY.

La classe ouvrière seul barrage à LA GUERRE QU'ILS PRÉPARENT

"Il faut danser, camarades"

(*Le Populaire*, 13 juillet 1947)

Un chef d'orchestre qui n'est pas clandestin.

La Conférence des 16 nations qui se tient à Paris ne nous prépare ni la prospérité, ni la paix — mais la domination sur l'Europe de la finance américaine et la guerre.

Pendant que les diplomates établissent un plan d'utilisation des dollars promis, il est précisé par M. Marshall et divers autres porte-parole du dollar-roi : — que l'industrie allemande va être reconstruite (pour le commun bénéfice des financiers de Hitler et des capitalistes américains) ;

— que le Danemark recevra un prêt américain en échange de bases stratégiques au Groenland;

— les experts militaires américains vont coopérer avec le gouvernement grec assassin du peuple;

— des manœuvres navales combinées ont lieu en Méditerranée.

La troisième guerre mondiale est mise à l'ordre du jour. Le conflit grec, la guerre d'Indochine, la guerre civile en Chine, la terreur militaire dans les colonies, la guerre civile larvée en Europe centrale, autant d'éléments qui l'annoncent et la préparent.

Les oracles bourgeois parlent sans se gêner : « *L'échec de la conférence serait aussi grave qu'une guerre perdue* » (comte Sforza) ; « *L'incident grec pourrait devenir le prétexte d'une autre guerre* » (sénateur américain E. Thomas) ; « *Il ne s'agit pas de déclarer la guerre à l'U. R. S. S., mais d'accepter la lutte qu'elle a engagée* » (« New York Herald »).

Dans le monde entier résonnent les bruits de bottes. Les conférences « de paix » rendent le même son. Surtout depuis que toutes les nations de la sphère d'influence russe ont refusé de participer aux négociations en cours et, qu'ainsi, le bloc occidental et le bloc oriental sont dressés face à face.

Est-ce la Grèce qui mettra le feu aux poudres? Est-ce demain la Hongrie? La guerre peut s'étendre à partir de n'importe quel incident. Sa cause profonde sera, à nouveau, la structure capitaliste des cinq sixièmes de la planète.

Comment assureraient-ils la paix, les capitalistes, qui ont un besoin vital de débouchés pour leurs capitaux et leurs marchandises, et qui taillent dans la chair vive des peuples?

Ce n'est pas *leur* Organisation des Nations Unies qui peut servir de rempart à la paix, quoi qu'en disent Fourrier (dans *Franc-Tireur*) ou M. Maurice Schumann (dans l'*Aube*). L'O. N. U. n'a empêché aucun des conflits actuels. A plus forte raison n'empêchera-t-elle pas le conflit général. Autour de ses tapis verts et dans ses couloirs c'est la guerre qui se prépare.

Etats-Unis socialistes d'Europe !

La seule force de paix dans le monde c'est la classe ouvrière. La seule politique pacifique : c'est la lutte contre le capitalisme.

Quand ils laissent passer la vie chère, refusent d'organiser la lutte générale qui s'impose contre les capitalistes, si l'on veut améliorer l'existence des masses, les chefs « ouvriers » coopèrent à la préparation de la guerre. Car tout ce qui affaiblit la bourgeoisie l'empêche de préparer la guerre; tout ce qui la renforce lui laisse les mains libres pour conspirer contre la paix. Ils peuvent dire, comme Cogniot dans l'*Humanité* du 17 juillet : « *Que les mères françaises recommencent à trembler.* » Oui, que les mères du monde entier tremblent, car les « dirigeants ouvriers » collaborent avec la bourgeoisie, et celle-ci n'en est que plus à l'aise pour préparer la guerre.

Le 14 juillet, Paris vit deux défilés. Le matin, l'armée défilait. Le soir, les travailleurs qui suivent M. Thorez. Or, M. Thorez demande à rentrer dans le gouvernement, maître de cette armée qui était mobilisée secrètement contre l'éventuelle grève des services publics.

Quand les dirigeants de l'U. R. S. S. n'aident pas les peuples sur qui la prochaine guerre s'expérimente et occupe militairement d'autres peuples, lorsqu'ils professent et pratiquent l'entente avec les capitalistes, et réclament leur part d'annexions et d'indemnités, ils coopèrent à la préparation de cette guerre dont le peuple russe sera la victime.

Contre la guerre !

Solidarité internationale des exploités et des opprimés !

Pas de répit dans la lutte de classes pour des conditions de vie meilleures !

La Révolution socialiste porte seule en elle la paix.

Paul PARISOT.

Le jeu des amendements et du budget

GÉNÉRAUX ET POLICIERS GAGNENT CE QUE LES TRAVAILLEURS PERDENT

Ramadier a manqué sa vocation. Il aurait certainement fait fortune dans le commerce des tapis. Il a fait merveille dans la discussion avec les fonctionnaires :

« 27 milliards ? Mais vous voulez ma mort ! Allez ! 21 milliards ! Je vous jure, je ne peux pas plus. »

Quant au président Vincent, il énonce, avec une gravité toute professionnelle, ces paroles sybillines : « Tout le possible, mais rien que le possible ! », ce que nous traduirons librement par cette formule plus exacte : Serrez-vous la ceinture d'un cran de plus.

Cependant, les crédits militaires, première fournée votée se montent à 84 milliards 689 millions. Une paille ! Encore ne s'agit-il là que d'un humble début. On fera beaucoup mieux. L'année dernière, on s'en est tiré avec 250 milliards !

A noter que sur ces 84 milliards, le quart servira aux « nobles entreprises civilisatrices » de la France, qui est en train, comme chacun sait, d'élever le niveau... des morts au Viet-Nam.

Duclos, qui n'en perd pas une, s'est écrié : « Il faut réduire les crédits militaires, et mieux les employer. »

Admettons un instant que le problème soit bien, comme le veulent les communistes français, de « réduire les crédits » et non, comme nous le demandons, de les supprimer. Qu'a donc fait le P.C.F., à cette fin :

1er temps : Il a déposé des amendements.

2e temps : Ses amendements ont été repoussés.

3e temps : Il a voté les crédits.

Ce jeu des amendements et du budget s'est renouvelé à l'occasion de tous les articles. La démagogie est alsée aux leaders du P.C.F. mais le courage révolutionnaire leur est devenu étranger.

★

La question des crédits militaires n'est, en fait, qu'un des aspects du problème.

C'est l'ensemble du budget qui reflète la volonté bien arrêtée de maintenir en selle un capitalisme pourri et moribond, en sabrant les crédits utiles aux travailleurs.

« De toute manière, l'Etat a le devoir d'assurer la sécurité de la République et de l'ordre intérieur », déclare en commentaire l'éditorialiste du journal « Le Monde ».

On sait ce que cela signifie.

« Que les commissions « de la hache » — ou de la guillotine — portent leurs coups sur les rouages inutiles », poursuit-il. De fait, dans les budgets, y compris celui de la Reconstruction, des coupes sombres ont été faites, chaque fois qu'il s'agissait de dépenses dont le profit pour les travailleurs était certain. Exemple : le budget de la sécurité sociale.

Tout cela au profit de ce gouffre perpétuellement béant : les dépenses militaires et la « sécurité » du capital sous toutes ses formes.

En ce qui concerne la réforme administrative de l'Etat, tarte à la crème des réactionnaires, on en parle beaucoup... depuis soixante-quinze ans, sans que le nombre des fonctionnaires ait cessé de s'accroître.

Il y a beau temps que Frederic Engels l'avait noté : l'Etat « bon marché », disait-il (c'est-à-dire n'employant que des fonctionnaires), ne pourra être réalisé que par le socialisme qui fait appel à l'initiative des masses elles-mêmes et supprime l'Etat bourgeois, dont la fonction essentielle est d'opprimer le peuple.

L'éditorialiste du « Monde » a donc, dans son argumentation, quelque retard. Mais, quand il essaye de masquer le caractère bourgeois du budget, on le comprend : il défend sa classe.

Quant aux « socialistes » et aux « communistes français », leurs hurlements vertueux n'arrivent pas à masquer ce fait.

Avec ou sans l'excuse « d'amendements », ils votent le budget de rapine du capitalisme français.

SOUDRAN.

LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES n'a pas eu lieu

Pourquoi ? Que faire maintenant ?

Un espoir était né chez les salariés de l'Etat. Enfin les directions syndicales allaient se servir de l'immense, de l'irrésistible force des fonctionnaires organisés, pour faire reconnaître leur droit à manger, à s'habiller, à vivre. Les résolutions énergiques sorties des débats des différentes assises syndicales du début de ce mois, devaient obliger les dirigeants syndicaux à faire appel à la masse des fonctionnaires contre un patron intransigeant. Nous avions émis, pour notre part, quelques doutes. Un passé récent nous empêchait de confondre la fermeté verbale avec la volonté d'action.

Indiscipline syndicale

Nos doutes se sont trouvés justifiés. Le 14 juillet, une réunion des responsables des différentes fédérations a décidé de ne pas recourir à la grève générale illimitée, mais de tenter d'obtenir satisfaction par voie d'amendements lors de la discussion des crédits par l'Assemblée nationale. Ainsi se confirme une fois de plus, que pour Neumeyer et Le Léap, aussi bien que pour Pruja et Piccot, « *grève générale illimitée* » n'a été qu'une formule pour résolution de congrès ou de conseil national, tandis que — dans les couloirs — ils continuent les discussions de marchands de tapis soit avec le gouvernement soit avec les députés. Ces marchandages qui ont montré leur efficacité pour obtenir des promesses, ou tout au plus quelques miettes, avaient été formellement condamnés par le congrès de l'union générale des fédérations de fonctionnaires... Celui-ci avait mandaté son bureau fédéral pour la grève en cas de refus de l'acompte minimum de 1.800 francs avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 1947. A la fédération postale, l'unanimité s'était réalisée pour donner un mandat ferme pour la grève. La décision du 14 juillet constitue donc un acte très grave d'indiscipline syndicale. On ne peut invoquer l'existence d'un état d'esprit défaitiste à la base, puisque les opposants se sont trouvés être les militants les plus près de cette base : près de la motion des secrétaires départ

(Suite page 2.)

INTERROGATOIRE D'UN PARTISAN

L'AIDE AMÉRICAINE : Première tranche : LA GRÈCE

On compte près de six mille arrestation, depuis le 9 juillet, rien qu'à Athènes et Salonique. A cette date, la plus vaste opération de police depuis la Libération, rappelant le plus pur style hitlérien, a été déclenchée. Des milliers de militants communistes, socialistes, antifascistes ayant combattu dans les rangs de l'E. A. M., ont été arrêtés par les nervis des anciens « bataillons de sécurité » et expédiés en déportation dans les îles. Plusieurs dizaines de militants du P.C.I. de Grèce (IVe Internationale) ont été arrêtés à Athènes et probablement déportés.

Pour comprendre l'âpreté de la répression antiouvrière en Grèce, il faut examiner le rôle de ce pays sur l'échiquier international. Il est apparent que les événements actuels sont le contre-coup du prêt américain, mais cela n'explique pas l'exigence des garanties politiques demandées par Wall Street. En Italie, par exemple, la « gaspérisation » n'entraîne pas encore de telles conséquences pour la classe ouvrière. C'est là où nous apparaissent les diverses faces du plan Marshall. Lorsque le prêt à la Grèce fut voté par le Congrès américain, Truman déclara que cette aide avait un caractère politique, déterminée par des critères d'ordre stratégique. Les 300 millions de dollars accordés au gouvernement grec étaient, de l'aveu de Truman, destinés à des fins strictement militaires.

Il est significatif qu'à part ce prêt d'Etat, les banquiers américains se montrent très réticents pour investir des capitaux en Grèce, pourtant si sympathique à Wall Street. C'est que justement, la Grèce, considérée par l'impérialisme américain comme une immense base aéro-navale antisoviétique n'est pas très apte à faire fructifier des capitaux en toute sécurité.

Etant donnés les objectifs poursuivis par l'impérialisme américain en Grèce, celui-ci a besoin de la stabilité intérieure la plus parfaite, ce qui implique l'écrasement total des forces ouvrières. Dans cette tâche, Wall Street est servi on ne peut mieux par le parti populiste de Maximos, Tsaldaris, représentant socialement la paysannerie aisée, parti qui tout entier collabora avec les nazis et fournit aux bataillons de sécurité tous ses cadres.

A l'encontre du parti libéral bourgeois vénizéliste, représentant la bourgeoisie détentrice du capital financier, qui, dans le passé, fut l'alliée de l'Angleterre tout en étant soucieux de l'indépendance de la bourgeoisie grecque, le parti populiste est prêt, avec ses nervis fascistes, à jouer les hommes de mains de Wall Street. Le parti vénizéliste était prêt à jouer les alliés, mais non les laquais.

Quand Truman dit : « Tue », Maximos répond : « Assomme »

Il est important de noter que l'immense rafle déclenchée le 9 juillet est venue juste au moment où il était question d'entamer, par l'intermédiaire du libéral Sophoulis, des négociations avec l'E.A.M. Truman, fatigué par la résistance des « antartes » aurait peut-être été prêt à examiner les résultats pouvant sortir d'un tel accord.

Maximos et Zervas ont voulu, selon toute vraisemblance, montrer au capital américain la possibilité de parvenir à une stabilité intérieure par les méthodes fascistes.

Les « Antartes » ont besoin d'une aide effective

Il ne suffit pas, comme le fait la presse stalinienne, de saluer d'un coup de chapeau l'héroïsme des partisans grecs, c'est d'une aide effective que le peuple hellène a besoin. Nous pouvons mesurer maintenant les résultats des capitulations staliniennes en Grèce.

Le leader communiste grec Porphyrogenis a annoncé au congrès stalinien de Strasbourg : « La formation d'un gouvernement de la Grèce libre. »

Lorsqu'en octobre 1944 l'E.A.M. était détentrice du pouvoir réel sur toute l'étendue de la Grèce, lorsque la force des « Antartes » était intacte, les leaders communistes de l'E.A.M. se sont refusés à former un gouvernement populaire qui, nous pouvons nous en rendre compte à la lumière de la résistance stupéfiante menée depuis par les partisans, AURAIT ETE INVINCIBLE. Au contraire, les leaders de l'E.A.M. rentrèrent au gouvernement d'Athènes, et c'est pendant les négociations que Scobie passa à l'attaque contre l'E.A.M. Et, en janvier 1945, les leaders staliniens signèrent l'immonde accord de Varkiza, qui garantissait l'immunité pour les chefs staliniens, stipulant que les simples partisans coupables d'avoir exécuté des collaborateurs, seraient poursuivis. Des milliers d'antifascistes furent jetés en prison à la suite de cet accord. Les leaders staliniens ont fait le lit de la réaction. Maintenant ils s'en trouvent punis, et c'est le travailleur qui paie. Le gouvernement libre vient un peu tard.

Rupture avec le gouvernement des assassins

Malgré les capitulations staliniennes les partisans contre-attaquent victorieusement et tiennent en échec Tsaldaris et Truman. Leur lutte est la nôtre.

La F.S.M. se targue de ses millions d'adhérents, à elle de décréter le boycott de la Grèce fasciste, à elle d'enjoindre l'A.F.L. et le C.I.O. de proclamer l'embargo sur le matériel destiné à la Grèce.

Aux travailleurs de faire pression sur leurs partis pour exiger la rupture diplomatique avec le gouvernement des assassins.

Le P.C.I. demande à toutes les organisations ouvrières de passer à l'action pour défendre le peuple grec victime de Wall Street, son écrasement signifierait une défaite pour les travailleurs du monde entier.

Raphaël VALENSI.

Comment les propriétaires se défendent

Après avoir expliqué ce qu'il est utile de connaître au sujet du capital immobilier, examinons maintenant ce qui en est le produit, c'est-à-dire : LES LOYERS.

A entendre les propriétaires et leurs tenants, on croirait que personne ne les paie, ou qu'ils ne reçoivent que des loyers infimes et décaissent plus qu'ils ne perçoivent.

Nous avons vu, à propos des ventes d'immeubles, ce qu'on doit penser de la « grande misère » des propriétaires. Mais voyons la chose encore autrement en considérant d'abord le cas très rare d'un locataire ne payant que juste ce qu'il doit, et dont le loyer est strictement taxé par la législation spéciale.

Si le prix du local qu'il occupe était de 2.000 fr. en 1914, son loyer, par le jeu des coefficients, est maintenant de 10.400 fr., compte non tenu des charges variables, également majorées.

Une telle augmentation frappant l'ensemble des loyers, serait déjà suffisante pour des rentiers n'ayant rien eu à faire, ni à débourser pour l'obtenir. Mais cet exemple, le moins favorable aux propriétaires, est aussi le plus exceptionnel. Il y a mieux pour beaucoup d'entre eux qui ne s'en vantent pas.

L'astuce des « A moins que... »

D'abord, le produit des exceptions que permettaient les *toutefois...*, les *cependant...*, les *à moins que...*, inscrits dans toutes les lois sur les loyers, afin de favoriser les propriétaires. Les premières lois, cause de l'état de chose actuel, étaient assorties de ces restrictions. Exemple, celle de 1926 disait : « Le propriétaire ne peut augmenter un loyer de plus de 100 %. » Mais ajoutait :

« *A moins que* l'appartement ait été mal loué en 1914. » (C'est incroyable ce qu'il y avait d'appartements mal loués en 1914.)

Autre exemple : La même loi permettait aux locataires-commerçants arrivés à fin de bail de rester dans les locaux, moyennant une majoration ne pouvant dépasser 3 fois le loyer d'avant guerre. Mais ajoutait :

« *A moins que* le propriétaire veuille reprendre les locaux. »

C'est également en conséquence des mêmes restrictions favorables aux propriétaires qui ont échappé à toutes taxations :

1. Les locaux d'habitation, en immeubles construits entre 1914 et 1943.

2. Les locaux en immeubles vieux, mais améliorés.

Cela faisait, au total, beaucoup d'exceptions légales dont, naturellement, ne parlent jamais les propriétaires, ni leurs défenseurs au parlement ou ailleurs.

Qui les protège ?

En regard de toutes ces augmentations de rentes ou loyers, les charges imputables aux propriétaires n'ont pas, et à beaucoup près, suivi la même courbe ascendante, parce que :

1. Les assemblées, le plus souvent ploutocratiques, ayant, au nom de l'Etat, ou des villes, pouvoir de décision en ce qui concerne les impôts et taxes, ont, par solidarité de classe, usé de la plus grande modération à l'égard des propriétaires.

2. Nul n'a fait obstacle au transfert, au compte des locataires, de charges autrefois payées par les propriétaires (eau, gaz, électricité, ordures ménagères, tapis, téléphone, etc.).

3. Les propriétaires, se conformant en cela aux instructions de leurs syndicats (instructions que nous avons rapportées ici, et qui depuis ont été renouvelées) ne font plus aucune dépense de gros travaux, ni même d'entretien, et en laissent ou imposent la charge aux locataires.

Il s'ensuit que ces allégements de charges sont devenus des recettes s'ajoutant à des revenus déjà très substantiels.

Le revenu net d'un immeuble, étant la différence entre le montant de tous les loyers, et celui des charges, il résulte de l'exposé ci-dessus que les propriétaires, même les moins favorisés, encaissent des revenus nets dont le pourcentage n'a jamais été aussi élevé.

Ce n'est pas tout.

Car lorsqu'ils en font la demande, les propriétaires obtiennent très facilement — on pourrait dire « automatiquement » — des remises partielles ou totales d'impôts, et, notamment, du plus important de tous, de celui le plus incontestablement justifié : le foncier.

Et cela, qui dure depuis des années, ne pourrait être démenti sans outrager la vérité. Il est d'ailleurs impossible de l'oser, d'abord, parce que ceux qui en sont les bénéficiaires, ne s'en cachent pas toujours. Ensuite, parce que des ministres, dans l'improvisation de réponses à des questions impromptues, en ont parfois laissé échapper l'aveu. Et encore parce que des syndicats de propriétaires prodiguent ouvertement le conseil de profiter de ces aubaines.

Le loup frappe à la porte

Ces choses écrites sans parti pris, sans passion ni haine, ne sont que l'expression stricte de la vérité, face au mensonge du propriétaire spolié.

Aux exploiteurs de cette légende, dont probablement nombre d'entre eux sont propriétaires et siègent au parlement, l'Etat doit faire l'offre d'achat de leurs immeubles, et, à défaut d'acceptation, les exproprier et nationaliser.

Ainsi ces infortunés pourront mettre fin à leur martyre et devenir de bienheureux rentiers d'Etat. Gageons cependant qu'aucun n'acceptera, mais que la proposition suffira pour mettre fin à des réclamations sordides dont les locataires, surtout ceux de la classe pauvre, déjà assaillis de tous côtés, sont plus qu'excédés.

CHARLEVAL.

(1) Voir « La Vérité » nos 173, 175, 176, 177.

Retenez votre dimanche 14 Septembre

Pointes Rouges

En lisant « La Croix »

Nous lisons dans la Croix *du 17 juillet :*

Un retraitant de la Creuse reconnait qu'il faut pratiquer les « exercices » pour en sentir la nécessité. « Ce m'est une grande joie de comprendre vraiment ce qu'est le péché : j'en avais perdu le sens », dira un jeune.

Le Pape Pie XII l'avait déjà dit : « Le péché du monde actuel, c'est d'avoir perdu le sens du péché... »

Un gendarme affirme avoir déjà fait plusieurs retraites : « Celle-là, dit-il, c'est la grande lessive ! » « C'est la grande lumière : je reviendrai !... »

Nous nous en voudrions de commenter...

Rythme accéléré

Les choses vont vite de nos jours, explique plus loin la Croix, *en rendant compte d'une « Semaine d'information pour religieuses ».*

« Au cours de quatre conférences, le R.P. Etcheverry exposa le marxisme, l'existentialisme athée, le laïcisme et l'humanisme chrétien. Une seconde série de leçons fut consacrée à la doctrine sociale de l'Eglise et aux directives reçues depuis la libération. »

Nos bonnes sœurs ont sans doute été friandes des stupres marxistes et existentialistes athées.

Quant aux directives, on précise que ce sont celles d'après la libération. Car sous Pétain la lutte contre le communisme « menait différemment. On bénissait au grand jour l'antibolchevisme.

Les malentendus du 14 juillet

Le Populaire *a vu 50.000 manifestants à Paris le 14 juillet. L'Humanité en a vu 500.000. La vérité se trouve quelque part entre les deux.*

Les socialistes avaient pris leurs précautions. Le Populaire *de dimanche matin appelait à manifester derrière les banderoles des comités de libération. Précautions encore insuffisantes car, derrière ces banderoles, il n'y avait à peu près personne. Ce fut une manifestation à 99 % stalinienne.*

Les manifestants réclamaient : « Nos conventions collectives ! », « Nos salaires ! », « Nos 10 francs ! » et « Ramadier démission ! »

Thorez, cramoisi sur la tribune, présidait avec un vaste sourire. Il y avait pourtant malentendu. On entendait que l'Internationale monter du défilé. Et Thorez chantait la Marseillaise.

D'un côté, on veut des salaires pour vivre. De l'autre, on veut rentrer dans un gouvernement qui refuse tout moyen de vivre décemment.

Est-ce possible ?

Les experts de la C.G.T., annoncent divers journaux, demandent la mobilisation de l'épargne pour réaliser le plan Monnet. Ils auraient notamment proposé des taxes sur les produits de luxe et... le relèvement des loyers.

Il semble que l'on considère, au 213 de la rue Lafayette, que le relèvement des loyers est déjà chose faite et que la seule question est de savoir si le produit en reviendra au propriétaire ou à l'Etat bourgeois.

Dites donc, camarades des Bureaux, c'est comme ça que vous comprenez le minimum vital ?

2 milliards et demi de trouvés

Certaines précisions viennent d'être données sur la gestion de la S.N.C.F. On peut relever parmi les pertes de recettes :

RÉDUCTION EN FAVEUR DE RESSORTISSANTS de l'Etat dans l'exercice de leur service : 2 milliards 715 millions.

Sur ce total, 2 milliards 457 millions, soit 90 %, proviennent de « transports de militaires ».

Encore 2 milliards et demi de dépenses militaires camouflées. Avec cette somme, on pourrait améliorer le sort des fonctionnaires et des retraités.

NI VICTOIRE, NI DÉFAITE

CHEZ CITROËN

Après plusieurs semaines de grève perlée, quatre semaines de grève totale, le conflit des usines Citroën est terminé. La direction a dû accorder aux ouvriers : un acompte unique de 1.000 francs sur la prime à la production; une allocation de 250 francs par journée de chômage résultant de la grève de l'air liquide; une indemnité dite d'amélioration de vie actuelle allant de 2.200 à 3.800 francs.

Devant la prolongation de la grève, le patronat qui, il y a huit jours, accordait seulement de 800 à 2.000 francs d'indemnité, a dû faire une nouvelle concession. La section syndicale qui a conseillé et obtenu la reprise présente cette concession comme une grande victoire. En réalité, si l'on compare les résultats obtenus avec les revendications déposées, à savoir :

a) 10 francs de l'heure, soit environ 2.000 francs par mois ;

b) le paiement intégral des jours perdus par suite de la grève de l'Air liquide ;

c) repaiement des jours de grève sur la base du salaire minimum vital, on peut constater que la grève est bien loin d'avoir obtenu un plein succès.

Le patronat a voulu faire de cette grève une épreuve de force. Aujourd'hui encore, il précise que l'indemnité de 2.200 francs n'est en rien une rémunération des jours de grève perlée ou totale. En réalité, il s'agit bien de cela, mais la direction syndicale accepte le maquillage.

Pourquoi la grève Citroën n'a-t-elle pas obtenu un plus grand succès ? Parce que la direction syndicale n'a pas su donner la réponse qui convenait à cette épreuve de force voulue par le syndicat de l'automobile. A la manœuvre patronale, il fallait répondre par la grève de toutes les usines du trust Michelin et par la grève générale de la métallurgie.

Il fallait aussi que les secours finan-
des cotisations réservées à la solida-

ciers accordés aux grévistes soient plus importants. Si un gros effort de solidarité a été fait dans certaines entreprises, par contre les secours accordés par la C.G.T. ont été tout à fait insuffisants. Le pourcentage

Les ouvriers de chez Citroën manifestent devant le siège de la firme.

rité et à la caisse de grève doit être beaucoup plus important qu'il ne l'est.

En reprenant le travail, ce mercredi, les ouvriers ont été étonnés de ne trouver à l'usine ni un responsable syndical, ni même un communiqué du Comité de grève. Il n'y a pas eu d'Assemblée générale digne de ce nom. Celle de mardi fut convoquée dans des conditions si lamentables que les participants y étaient en nombre infime. Les conditions de la reprise n'étaient donc pas exactement connues.

Un certain nombre d'ouvriers pensaient — et le disaient — qu'il fallait poursuivre la grève. Mais puisque ce n'était guère possible, l'important, pour le moment, est de comprendre l'importance de cette grève et ses leçons. Dans les ateliers, on critiquait la grève perlée du début comme une faute grave, ainsi que l'attitude finale capitularde des dirigeants syndicaux. Ce n'est ni une victoire, ni une défaite, telle est l'impression générale.

Le mécontentement dans l'usine est très grand, mais ce mécontentement ne doit pas surtout se traduire par une désertion de la section syndicale. Il faut renforcer l'opposition syndicale révolutionnaire. Il faut remplacer les responsables syndicaux défaillants par des ouvriers combattifs. De nombreux ouvriers disent qu'il faudra remettre ça après les vacances. C'est tout à fait certain, mais la nouvelle grève Citroën devra, alors, être partie intégrante de la grève générale de la métallurgie.

MARIN.

Une grève symbolique dans le caoutchouc

Dans l'industrie du caoutchouc, une grève d'avertissement de 24 heures, a lieu ce jeudi 17 juillet. Revendications :

— un acompte sur la prime à la production;

— la généralisation de la prime d'ancienneté.

Mais pourquoi la Fédération syndicale des produits chimiques se décharge-t-elle de la responsabilité de cette grève sur le grand patron Balai ? Est-ce pour cacher l'inefficacité prévue de cette démonstration limitée à 24 heures?

Soyez sérieux, camarades de la Fédération. Ce n'est pas un geste symbolique qui balayera la résistance provocante de M. Balai.

Les syndicats indépendants :

Une entreprise réactionnaire

L'étouffement de la démocratie par les dirige ants staliniens dans la C. G. T. doit évidemment être combattu avec acharnement. Les méthodes bureaucratiques sont une des causes de la crise du mouvement syndical qui engendre les tendances à la scission. Ceci ne nous empêche pas de condamner formellement comme réactionnaires et nocives à la lutte de la classe ouvrière toutes les tentatives de création de syndicats soit-disant indépendants.

La nouvelle Fédération postale

Le comité d'action syndicaliste des P.T.T. a décidé de consommer la scission avec la Fédération postale et de quitter la C.G.T. Que représente le C.A.S.? Tout d'abord, dans sa direction, nous voyons Mathé. Mathé, ancien dirigeant de la Fédération. C'est un réformiste de la pire espèce. Partisan de tout temps de la collaboration des classes, il se situe, pour autant que cela est possible, à la droite de Jouhaux. Cette nouvelle F.P. consacre la division des postiers en syndicats de catégories, c'est-à-dire en syndicats qui vont défendre, avant les intérêts de la corporation, les intérêts de telle ou telle catégorie. L'immense pas en avant qu'a représenté la fusion de tous les syndicats de catégories dans une seule fédération unique, serait donc remis en question si cette nouvelle fédération prenait de l'extension.

De plus, et c'est ce qui est le plus important, le C.A.S. a solennellement condamné toute action directe revendicative à l'heure présente. Aussi, au moment où le gouvernement antiouvrier s'oppose aux légitimes revendications des fonctionnaires et des postiers, l'attitude jaune de ses dirigeants préside à la naissance de cette nouvelle fédération. Et ce n'est pas là le fait du hasard, car si les dirigeants actuels de la Fédération postale sont liés au parti stalinien, ces soi-disants indépendants du CAS sont intimement liés à la fraction la plus réactionnaire du parti socialiste. Avec Blum-Ramadier, ils se sont opposés à l'action revendicative des postiers. Ils en garderont à jamais la marque.

Ses alliés, des cheminots...

Plus caractéristique est encore l'intervention à la tribune de cette nouvelle fédération rétrograde, de Laurent, des Cheminots. Laurent et ses amis, en pleine grève des cheminots, ont sorti un tract, où, prenant parti pour le ministre anticheminot Jules Moch, ils acceptaient les propositions de celui-ci. Ainsi, en plein combat, ils marchaient avec l'ennemi. Au nom évidemment de l'indépendance et de la démocratie. L'opposition de Laurent et des staliniens se situe uniquement sur le sordide terrain de la lutte pour les places. Ce monsieur voudrait enfin redevenir un dirigeant, et voilà une des grandes raisons de son entreprise.

...et de chez Renault

C'est avec stupeur que nous avons vu Pierre Bois intervenir à ce congrès. Aujourd'hui Bois, un des anciens dirigeants de la grève Renault, s'engage dans une voie sans issue. Les militants du P.C.I. ont souvent discuté avec Bois et ses camarades, qui nous reprochaient notre orientation syndicale.

En effet, nous appuyons, dans la C.G.T., la formation d'une tendance syndicaliste révolutionnaire regroupant les syndiqués de quelque tendance politique qu'ils soient. Bois et ses amis nous retorquaient superbement. « Il n'y a pas de travail syndical, il n'y a que le travail politique. Nous sommes pour une tendance politique trotskyste dans la C.G.T., et condamnons tout regroupement syndical INDEPENDANT DU PARTI. »

Appliquant à la lettre cette orientation jusqu'à la grève Renault, ils éditaient « La Voix des travailleurs » comme ORGANE DE LEUR FRACTION SYNDICALE DANS LA C.G.T. Après la grève, « La Voix des travailleurs de chez Renault » est présentée, non comme l'organe d'une fraction syndicale, mais comme le soi-disant organe « des travailleurs ». Ceux-là, qui reprochaient au P.C.I. son « opportunisme », camouflent totalement leur position politique. Consommant leur évolution, Bois et ses camarades créent chez Renault un syndicat indépendant. Et, comme point final, Bois intervient à la tribune du C.A.S., c'est-à-dire, en fait, appuie la création d'une fédération postale réactionnaire, en liaison avec les éléments les plus réformistes de la G. G. T., avec les éléments jaunes des groupes socialistes d'entreprises qui, lors de la grève Renault, marchaient avec Lefaucheux.

*

La constitution de syndicats autonomes fait le jeu des éléments les plus réactionnaires au sein du mouvement ouvrier.

Pierre LAMBERT.

A bas les diviseurs des marins !

Les marins de la marine marchande ont mis sac à terre pendant deux heures, le 16 juillet.
Cette grève d'avertissement appuie les revendications concernant les pensions et le régime de prévoyance sociale.
Elle a été totale partout, sauf à Bordeaux, semble-t-il. Dans ce port, le syndicat indépendant du fameux Durand prétend défendre des revendications très avancées ; et, on le voit, il se conduit en syndicat « jaune », en vrai diviseur.
Unité syndicale ! Il faut marcher tous ensemble et jusqu'au bout !

Camarade,

"La Vérité" est ton journal. Aide-nous et participe à notre souscription permanente.

Le P.C.F. toujours plus à droite

Une tactique de gauche pour une politique droitière

Nous mettions l'accent, dans les derniers numéros de *La Vérité*, sur ce qui fait le fond même de la politique du parti communiste français : son programme de collaboration de classe. *Mais*, nous ont dit des militants de ce parti, *ne voyez-vous pas que nous avons fait, au contraire, un tournant à gauche ; nous sommes désormais pour la grève, par exemple, alors que nous la dénoncions hier comme l'arme des trusts. Vous, trotskystes, vous devriez vous en réjouir.*

Le vent a tourné

Il est vrai, les procédés ne sont plus tout à fait les mêmes. Hier, pas de grève, pas de lutte revendicative à aucun prix — car ç'aurait été « faire le jeu des trusts ? Aujourd'hui, on voit des responsables staliniens déclencher et diriger certaines grèves. Le dernier exemple en date, c'est Citroën.

Nous pouvons demander à nos camarades militants du P. C. F. : « Comment appréciez-vous ce revirement ? A votre avis, est-ce le but du navire qui s'est modifié ? Ou bien est-ce le vent qui a tourné ? »

Il suffit de poser la question. C'est le vent qui a tourné et non pas le comité central du P. C. F. qui a changé de route. « Nous n'avons pas changé », disait Thorez au congrès. Mais, pour maintenir le même cap, aujourd'hui, il faut s'y prendre autrement, mdoifier la voilure et pousser la barre à gauche. L'entrée en lutte spontanée des masses a rendu impossible l'ancienne tactique d'opposition absolue aux grève.

Les paroles et les actes

Voyez-vous, camarades du P. C. F., vos dirigeants n'ont soutenu les revendications et admis la grève que pour deux raisons : 1° pour ne pas être débordés sur leur gauche — par les travailleurs et, parmi eux, par beaucoup d'entre vous ; 2° dans l'intérêt de leur politique ministérialiste — pour forcer la bourgeoisie à les réintégrer dans son gouvernement.

Et c'est ce qui explique la différence entre les paroles « gauches » et les « actes » qui, eux, manifestent le glissement de plus en plus profond vers la droite, dans la voie de la collaboration de classes *à tout prix*.

En paroles, il s'agit d'imposer aux patronat les revendications ouvrières. En fait, on combat les revendications dangereuses pour les patrons, on se refuse à les unifier sur la base d'un véritable minimum vital garanti contre la hausse des prix. On fragmente les mouvements de grève. On approuve une parade de grève chez les fonctionnaires, alors que le corps enseignant est en vacances. Et ainsi de suite.

En fait, les déclarations habituelles des leaders du P C. F. contre le « verbalisme révolutionnaire » ne pourraient pas avoir de meilleur emploi qu'en les retournant contre eux.

Parmi toutes les grèves récentes, une seule grande grève a été voulue, déclenchée et dirigée par le P. C. F., celle de Citroën. Il vaut la peine d'y regarder de près. Les dirigeants ont commencé par décréter la grève *perlée*. La conséquence a été que, au moment où la grève totale fut décidée, les ouvriers venait de toucher une paye misérable et que les patrons avaient eu le temps de prendre toutes leurs dispositions.

Le coup du camarade Piccot

Un autre exemple encore. Piccot, secrétaire de la fédération postale, fut dans la grande grève des postiers un briseur de grève. Dernièrement, il fait de grandes déclarations *pour la grève*. Les mots avaient changé du tout au tout. Mais, sur la proposition de Frachon, une conférence nationale des services publics est réunie. Et le même Piccot présente une résolution où l'on « *constate que la discussion se trouve transférée sur le plan parlementaire* ». Trois petits tours et la grève a disparu.

Or, les grands dirigeants savent que l'Assemblée *n'a pas l'initiative des dépenses* et qu'elle ne peut rien donner aux fonctionnaires. C'est justement parce que le gouvernement voulait se décharger de son refus sur le parlement qu'il aurait fallu la grève. Mais, ce qui comptait, pour les staliniens, c'était de pouvoir faire un peu d'opposition parlementaire sans danger pour la bourgeoisie.

L'opposition de Sa Majesté

Pourtant, nous sommes sortis du gouvernement, nous dira-t-on sans doute.

C'est vrai. Et nous savons distinguer entre le parti socialiste qui fait, au gouvernement, la politique des capitalistes et le parti communiste français qui n'est plus au gouvernement. Laissons même de côté qu'il n'est pas sorti, mais a été sorti du gouvernement. Votre parti est dans l'opposition. Qu'y fait-il ? Est-ce qu'il *combat* pour le succès des revendications du peuple travailleur ? Non, il négocie — avant tout. Quand il parle de combattre, c'est pour ne pas avoir à combattre : voyez Piccot. Quand il combat, c'est sans avoir préparé la victoire et il aboutit à des résultats dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils ne sont ni une victoire, ni une défaite : voyez la grève Citroën.

Le P. C. F. n'est donc que l'opposition de Sa Majesté la bourgeoisie, et non une direction des luttes ouvrières, non un parti de lutte de classe.

Au moment où la bourgeoisie française, avec l'aide de Ramadier et de la S. F. I. O. mène le grand jeu avec les impérialistes américains, croyez-vous, camarades du parti stalinien, que nous n'avons pas raison de montrer le glissement à droite de votre parti.

Parti de gouvernement dans l'ordre et la légalité bourgeoise, il ne veut rien faire de sérieux contre le régime, contre l'Etat des patrons et mène la classe ouvrière vers des aventures dangereuses.

G. MERY.

La route du ravitaillement est barrée.

S'unir pour vaincre

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

S. F. I. O. et jeunes socialistes de part et d'autre de la barricade

Les jeunes travailleurs ont été comme toujours les premiers à en prendre conscience. De même que dans les usines, les jeunes se sont montrés les plus décidés, nous avons vu chez Renault, aux côtés de notre parti, les militants de la jeunesse socialiste dont le parti s'efforçait dans le même temps d'écraser la grève avec ses Ramadier et ses Daniel Mayer. Cette opposition de classe a eu ses conséquences logiques : les Ramadier et les Daniel Mayer ont fait exclure les jeunes socialistes dont le crime était de se trouver de l'autre côté de la barricade, dans le camp ouvrier.

Le Comité central du parti communiste internationaliste salue les jeunes socialistes qui ont refusé de laisser dissoudre leur mouvement par les agents de la bourgeoisie au sein de leur parti.

Il salue l'énergie avec laquelle ils ont décidé de continuer leur combat. Il se réjouit de voir que, derrière leur secrétaire et l'ensemble de leur bureau national, la majorité de l'organisation des Jeunesses socialistes a rompu avec la social-démocratie et s'est engagée dans la voie révolutionnaire.

Leur geste doit être un signal. Au sein même du parti socialiste le mécontentement grandit. Nous savons que la composition sociale actuelle du parti socialiste ne permet pas à une majorité révolutionnaire réelle de s'y dessiner. Le parti socialiste est essentiellement un parti de la petite bourgeoisie. Une opposition de gauche s'y dessine. Mais les idées de cette opposition — notamment le « socialisme libertaire », de Marceau Pivert — expriment moins les aspirations révolutionnaires du prolétariat que l'utopisme et le désespoir de la petite bourgeoisie paupérisée et opprimée par le grand capital.

Radicale en paroles, elle compte sur quelque miracle qui lui épargnerait la fatigue de l'action, les incertitudes du combat et les responsabilités de la décision.

Bien entendu notre parti serait prêt à soutenir cette opposition chaque fois qu'elle ferait un pas en avant, chaque fois qu'elle passerait aux actes.

Mais le comité central constate que depuis le congrès qui lui a donné la majorité, il y a un an, le parti socialiste s'est conduit plus cyniquement encore qu'avant comme domestique de la bourgeoisie, que la « gauche » n'a cessé d'aller de capitulations en capitulations qu'à chaque moment décisif, elle a simplement servi de couverture aux Moutet et autres Daniel Mayer, et qu'elle n'a su utiliser les foudres de la discipline bureaucratique que contre les Jeunesses socialistes. C'est certainement autre chose que veulent les ouvriers socialistes révolutionnaires, écœurés. Ils doivent rompre avec ce parti anti-ouvrier. Pour quoi faire ? Pour passer à cette autre officine de trahison, le P.C.F., qui s'appelle communiste par anti-phrase ? Nous savons qu'ils n'y songent pas. Significative à cet égard la faillite des comités pour le « Parti ouvrier français ». Faillite avouée par leur organe « Action », qui a renoncé à sa tribune du P. O. F., et consacrée par le XI[e] congrès du P.C.F. qui invite les socialistes à rejoindre directement le parti stalinien.

Mais pourquoi quitteraient-ils la peste social-démocrate pour le choléra stalinien, alors que les deux partis travaillent également à piler la classe ouvrière sous le joug patronal ?

Batissons ensemble le parti révolutionnaire

Au sein même du P.C.F., de nombreux militants s'en rendent compte. L'unanimité bureaucratique du congrès de Strasbourg n'est qu'une façade mensongère. Dans les faits les travailleurs communistes français ont été amenés plus d'une fois à s'opposer dans la lutte à leurs dirigeants. C'est ce que firent, entre autres, plus d'une fois, les métallos et les cheminots communistes français. Malgré les phrases « revendicatrices » de la direction du P.C.F., leur opposition est si réelle, que l'objectif des bureaucrates est aujourd'hui de les noyer dans une masse amorphe de cotisants petits-bourgeois et patriotards. La structure autoritaire et les mœurs internes du P. C. F. ne leur permettent pas d'unir leurs efforts ni même de s'exprimer au congrès. Trop souvent ils comptent sur les manœuvres de sommet de quelque dirigeant antithorezien, pour redonner à leur parti un caractère prolétarien. Ou bien encore, découragés, ils abandonnent la lutte. L'une et l'autre de ces solutions sont des solutions d'impuissances.

Certains d'entre eux ont rejoint les rangs des anarchistes ou de la C. N. T. Non par attachement idéologique aux thèses de Bakounine, mais pour montrer leur opposition radicale aux bonzes de la C. G. T. et des partis de trahison. Mais une telle opposition est stérile. On l'a vu au cours des dernières luttes. On l'aurait vu plus clairement encore si le mouvement avait été victorieux et avait exigé des solutions positives.

Il faut en finir avec le «suivisme» moutonnier ou avec les solutions de désespoir, qui ne sont pas des solutions. Il faut bâtir ensemble le parti révolutionnaire, avec les militants conscients, aujourd'hui épars. L'heure est au regroupement des forces révolutionnaires pour forger ensemble l'arme de la victoire de demain.

C'est pourquoi notre parti s'adresse à tous les révolutionnaires prolétariens : ceux des Jeunesses socialistes, qui mènent le combat autour de leur « Drapeau Rouge » — ceux du parti socialiste auxquels le verbalisme ne suffit pas et qui veulent des actes — ceux du parti communiste qui ont la nausée du national-communisme et qui veulent revenir à Lénine.

Prenez conscience de votre force

Notre parti leur dit : Depuis de longues années, nous, communistes internationalistes, menons le combat révolutionnaire. Aujourd'hui, l'heure est venue de bâtir ensemble un parti révolutionnaire plus puissant, plus lié aux masses, plus capable de diriger leurs luttes. Notre parti n'est pas une chapelle fermée. Notre plus ardent désir est de nous trouver dans un large parti d'avant-garde coude à coude avec vous, camarades révolutionnaires socialistes et communistes. Un tel regroupement est nécessaire. C'est la nécessité de l'heure. Nous vous demandons de prendre conscience de votre force et de venir vous unir à nous. A une telle UNITE REVOLUTIONNAIRE notre parti ne pose aucune condition préalable. Il vous demande de venir discuter avec nous, fraternellement, de la politique du parti révolutionnaire, de ses méthodes, de ses statuts, de sa ligne de conduite, de sa direction.

A cette unité, notre parti apportera le dévouement de ses militants, trempés dans la lutte contre le courant.

Il apportera l'aide fraternelle de la IV[e] Internationale et le soutien de ses 32 sections qui dans les cinq parties du monde mènent le combat pour le socialisme.

Il apportera surtout cette arme unique, trempée et vérifiée dans les luttes : le programme de la IV[e] Internationale.

Telle est la voie tracée par notre parti. Elle seule permet de préparer l'avant-garde aux luttes ouvrières de demain. Elle seule rend possible leur victoire comme premières victoires de la lutte vers la révolution socialiste.

LE COMITE CENTRAL DU P.C.I.

12 juillet 1947.

La grève des fonctionnaires

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

tementaux de l'U. G. F. F. Ce manquement au mandat justifie toute « explosion » locale, toute initiative prise par les fonctionnaires eux-mêmes pour faire passer dans les foules leur volonté de lutter pour des traitements décents.

Comédie parlementaire

Cette orientation de marchandage est l'âme même du réformisme d'un Le Léap. Mais elle représente aussi, aujourd'hui, pour les néo-réformistes staliniens, la meilleure méthode pour atteindre leur but ; lequel se limite à déconsidérer une équipe ministérielle qui ne laisse pas un fauteuil au « grand homme d'Etat Thorez ».

Ce mercredi, Duclos et ses collègues du P. C. F. vont, avec fougue, défendre du haut de la tribune parlementaire, les revendications, toutes les revendications des fonctionnaires. Joignant le geste à la parole, ils voteront contre les crédits insuffisants proposés par le gouvernement. Pendant ce temps, leurs amis qui détiennent des responsabilités importantes dans le mouvement syndical des fonctionnaires, s'opposeront au seul moyen de faire fléchir le gouvernement : la grève. Le soutien parlementaire n'est que le camouflage démagogique d'une capitulation.

Quels sont donc les arguments qui peuvent justifier cette capitulation ?

Où trouver les milliards

Le premier, c'est la situation catastrophique des finances publiques. On ne peut trouver les milliards nécessaires pour payer les fonctionnaires. Pourtant on en trouve pour entretenir grassement les généraux cagoulards ; payer les actionnaires des mines et usines nationalisées, poursuivre la guerre d'Indochine, 250 milliards de crédits de guerre seraient plus que suffisants pour réaliser l'intégralité du reclassement.

Le régime en péril

Le régime serait en péril ? Que veut-on dire par là ? Les libertés ouvrières conquises dans le cadre de la démocratie bourgeoise ne pourraient que se trouver renforcées par la victoire des fonctionnaires. Elles seraient au contraire compromises par de nouvelles reculades qui démoraliseraient les travailleurs. La lutte revendicative et la lutte pour les libertés ouvrières se confondent.

L'autorité de l'Etat bourgeois est en péril parce que le système économique capitaliste démontre chaque jour son incapacité à procurer aux travailleurs des conditions de vie décentes, à assurer la paix, à accroître les forces productives. La grève générale des fonctionnaires, en affirmant la force du mouvement syndical, la force des travailleurs organisés, non seulement ferait aboutir les revendications, mais serait également un grand pas dans la voie d'une véritable démocratie.

DARBOUT.

Comme jadis la Cagoule...

LE COMPLOT FASCISTE EST DÉJA ENTERRÉ

Dès que Ramadier a obtenu la confiance de l'Assem blée, dès qu'il a fait approuver son plan de misère par le Conseil national socialiste, le silence a commencé à se faire autour du complot fasciste. Cette fois, on nous prévient franchement. Depreux dit : « En raison de la gravité de cette affaire, aucune déclaration ne sera plus faite jusqu'à la fin de l'instruction. »

Jusqu'à la fin de l'instruction. Or chacun sait que les juges d'instruction possèdent l'art de faire traîner ce genre d'affaires en longueur, jusqu'au jour où elles tombent dans l'oubli et sont purement et simplement « classées ». Les juges d'instruction possèdent aussi le droit d'accorder les mises en liberté provisoires, et c'est justement ce qui s'est passé pour le curé Rault, qui stockait dans son presbytère les fusils-mitrailleurs des fascistes, et qui a été relâché. Mais : *en raison de la gravité de l'affaire*, voilà le plus beau. On ne vous le fait pas dire, M. le ministre « socialiste » de l'Intérieur. Parce que le complot fasciste est sérieux, parce qu'il met en cause le patronat et l'armée, il faut le dissimuler aux travailleurs. Ainsi, chacun peut désormais comprendre pourquoi, après l'avoir destitué, on proclame le général de Larminat innocent ; pourquoi, après avoir longuement interrogé Kœnig, on ne prend aucune sanction contre lui. Chacun peut comprendre pourquoi on passe sous silence le rôle de Guy de Bragelonge, directeur commercial des Etablissements de lits métalliques Flambeau, et le rôle de Jacques Robert, directeur des services des champagnes Mercier, tous deux financiers du complot, qui se réunissaient, comme par hasard, au Cercle des officiers de réserve.

Ni fleurs ni couronnes et n'en parle plus

Presse bourgeoise, généraux et patrons fascistes veulent l'enterrement du complot, et le gouvernement se prête d'autant plus à la manœuvre que, loin de vouloir frapper au cœur les fascistes, il n'avait dénoncé leur complot que pour faire oublier sa propre politique antiouvrière.

Et pourtant, c'est cette politique qui, depuis trois ans, a ouvert la voie aux menées fascistes. On a arrêté le bras de la justice populaire, et aujourd'hui, tout comme l'assassin qui crie « à l'assassin ! » les fascistes « collaborateurs » qui envoyèrent des milliers de travailleurs au poteau, exigent d'être amnistiés. Et les fascistes « résistants » qui, comme le conjuré Crété, violèrent, pillèrent et assassinèrent du fond de leurs maquis réactionnaires, s'indignent des prétendus « excès » des F.T.P.

Des complices...

Les auteurs du « plan bleu » voulaient interdire le droit de grève. Est-ce Ramadier qui les brisera, lui qui fait réquisitionner les grévistes ?

Les fascistes trament des provocations antiouvrières. Est-ce Depreux qui les châtiera, lui dont la police trame des provocations policières contre notre Parti ?

Les conspirateurs, encouragés par le plan Truman, veulent, en s'appuyant sur le capital étranger, faire de la France une nouvelle Grèce. Est-ce Bidault qui les empêchera, lui qui salue avec enthousiasme le plan impérialiste de Marshall.

Mais si les fascistes qui infestent tous les rouages de la République bourgeoise s'emparaient du pouvoir, ils remercieraient Ramadier, Depreux et Bidault de leur indulgence en les jetant en prison.

L' « Humanité » et le P.C.F. devant leurs responsabilités

Quant aux staliniens, quant à l'*Humanité*, ils dénoncent à juste titre les liaisons des conspirateurs avec les gaullistes... mais ajoutent que les uns et les autres sont liés avec les « hitléro-trotskystes ». Que veulent donc cacher les chefs staliniens en lançant leurs calomnies habituelles, que personne d'ailleurs ne prend plus au sérieux ?

— Veulent-ils faire oublier que l'*Huma* du 16 juillet 1943 proclamait : « Le peuple de France sait qu'il peut faire confiance à de Gaulle » ; que celle du 27 août 1944 « applaudissait en la personne du général de Gaulle la France maintenue et la Résistance victorieuse » ?

— Veulent-ils faire oublier que LE CHEF DU COMPLOT FASCISTE, AUROUET DIT DE MERVELS, FUT DENONCE DES L'INSURRECTION DE PARIS PAR DEUX CAMARADES DE NOTRE PARTI, VILLAND ET DEROSA, ALORS RESPONSABLES MILITAIRES DANS LE XIV[e] ARRONDISSEMENT, MAIS QUE LE COMMANDANT STALINIEN GEORGES REFUSA D'INQUIETER AUROUET SOUS PRETEXTE QUE CELUI-CI AVAIT DES PAPIERS EN REGLE... DE L'INTELLIGENCE SERVICE ?

— Veulent-ils faire oublier qu'en Bretagne ils ont utilisé, pour calomnier notre camarade Anne-Marie Fauglas, arrêtée sous l'occupation avec 80 militants communistes du Finistère, UN RAPPORT DU COMMISSAIRE DE POLICE SOUTIF, AUTEUR DE CES ARRESTATIONS, ET ACTUELLEMENT ARRETE LUI-MEME COMME MEMBRE ACTIF DU COMPLOT ?

Mais les travailleurs, eux, n'oublient pas que c'est Thorez qui, cédant à de Gaulle, exigea, lors du trop fameux discours d'Ivry, le désarmement des travailleurs au profit de l'armée et de la police des de Larminat et des Guillaudot. Nos armes d'alors nous manquent aujourd'hui pour nous défendre contre les bandes fascistes bien équipées. Car pour casser les reins au fascisme, il faudra bien un jour reconstituer nos milices dissoutes. L'exemple de la Grèce le montre.

André REVEL.

LE PLAN DE LA C.G.T.

Pour répondre au plan de famine Schuman, la C. G. T. a publié, la semaine dernière, Un PROGRAMME DEVANT PERMETTRE UNE NOUVELLE REPARTITION DU REVENU NATIONAL.

Nous en étudierons aujourd'hui seulement la première partie portant sur les salaires, les prix, le ravitaillement.

I. — Les salaires

Minimum vital. — Le programme débute par la fixation du minimum vital. S'appuyant sur les récentes augmentations de prix, le Centre confédéral d'études économiques porte le minimum vital à 8.000 francs — au lieu de 7.000 francs — pour 200 heures de travail, soit 40 francs de l'heure.

Or, ce même Centre confédéral avait calculé que le minimum vital devrait s'élever à 10.300 francs par mois, en décembre 1946, compte tenu des 120 p. 100 du minimum vital de la fonction publique.

Comment se fait-il donc que les dirigeants de la C. G. T. fixent aujourd'hui, malgré la hausse récente du coût de la vie, un chiffre si bas?

La réponse est claire : ils ne veulent pas que la lutte s'engage. Elle ne peut d'ailleurs avoir lieu sur 8.000 francs, puisque, dans la plupart des entreprises — et ceci grâce aux récentes grèves — les salaires sont supérieurs à 40 francs de l'heure.

La hiérarchie des salaires. — Le programme réclame une révision de la hiérarchie des salaires.

Mais il ne s'agit pas, pour les bureaucrates de la C. G. T., de revoir l'ensemble de l'éventail de telle façon que soit compressés les salaires et traitements des cadres supérieurs. Les dirigeants confédéraux proposent une « *hiérarchie différenciant suffisamment la rémunération du travail qualifié de celle du travail non qualifié* ». Ce qui signifie que l'éventail devra s'élargir de plus en plus au posent en sauveurs du régime capitaliste. des chefs de services, directeurs, etc.

Ils proposent que les traitements s'échelonnent de 1 à 8, alors que les militants d'avant-garde réclament que l'éventail aille de 1 à 4 (10.300 francs pour le minimum vital, 40.000 francs pour les salaires les plus élevés).

Redistribution du revenu national. — Le programme se lance ensuite dans l'étude d'une nouvelle répartition du revenu national. La part des travailleurs doit être augmentée de 80.000 milliards!

Disons à nouveau que, sur cette base, ni les ouvriers, ni les retraités, ni les vieux travailleurs ne pourront subvenir à leurs besoins.

Par contre, et les rédacteurs du programme le démontrent chiffres en main : « *Les capitalistes auront un niveau de vie supérieur d'un tiers à celui des travailleurs.* »

Les dirigeants de la C. G. T. ne veulent pas effrayer les patrons! Mais ces derniers doivent bien rire en lisant les calculs du Centre confédéral économique, car ils ne l'ont pas attendu pour dissimuler la plus grosse part de leurs revenus.

II. — Les prix industriels et agricoles

Il ne nous est pas possible d'étudier ici le détail de cette partie du programme.

Relevons-en les deux passages essentiels:

« *Les méthodes actuelles*, déclarent les bonzes staliniens et réformistes, *permettent aux grosses entreprises de faire des profits maxima; elles excluent la concurrence et faussent le partage de la plus-value capitaliste, il faut les changer.* »

Ainsi donc, Frachon et Jouhaux se détriment des non-qualifiés et au profil Il y a un moyen, disent-ils, de revenir à la belle période du capitalisme libéral où les lois de la concurrence et de l'offre et de la demande jouaient à plein.

Ont-ils oublié le rôle des monopoles et la concentration capitaliste propres à l'impérialisme? Non, certainement: ils peuvent en reparler à l'occasion, mais actuellement il s'agit d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme les meilleurs défenseurs du régime.

Autre exemple :

Il faut bloquer les prix, disent-ils. Bien. Mais à qui font-ils confiance pour remplir ce rôle. « *Les pouvoirs publics ne devront pas hésiter à faire appliquer les lois et règlements de la République* », déclarent-ils. Ainsi donc, ce sera l'inspecteur du contrôle économique ou de la police qui fera respecter la taxation et la mise en vente des marchandises !

Il y a sept ans que les travailleurs sont payés pour savoir ce que cela donne !

(*A suivre.*)

Michèle MESTRE.

DU MONDE ENTIER

CHINE

● *Les troupes de Tchang Kaï Chek ont perdu 75.000 hommes en 1946.*

● *Les troupes communistes s'emparent de Taian dans la province de Chantoung.*

● *Malgré l'interdiction de Tchang Kaï Chek, la Fédération nationale des étudiants, qui avait récemment conduit d'importantes manifestations contre le gouvernement réactionnaire, se reconstitue et appelle les étudiants chinois à lutter contre la guerre civile, la doctrine Truman et l'aide américaine à Tchang Kaï Chek.*

● *Tchang Kaï Chek décrète la mobilisation générale « afin de remonter le moral des troupes dont certains éléments désirent s'entendre avec les communistes ». Mais dans la province de Hopei, on a dû interrompre la mobilisation « en raison des idées rouges des classes inférieures ».*

ÉTATS-UNIS

● *Le comité d'action politique de la centrale syndicale C. I. O. met au point un plan de lutte contre la loi anti-ouvrière Taft-Hartley ; il s'oppose également au service militaire obligatoire et demande que les milliards de dollars destinés à l'armée soient employés pour la paix.*

● *Les deux grandes centrales syndicales A. F. L. et C. I. O. engagent des pourparlers en vue de réaliser l'unité.*

● *William Foster, secrétaire général du parti stalinien des Etats-Unis, témoigne en justice contre Gérard Eisler, autre communiste accusé par le gouvernement Truman d'être un agent soviétique.*

● *Le président de la commission de la marine marchande de la chambre propose de bloquer dans les ports tous les bateaux américains livrant du pétrole à*

INDONÉSIE

● *Pour imposer la présence de gendarmes hollandais en Indonésie, l'impérialisme hollandais déclenche une attaque militaire sur tous les fronts. Cédant à cette pression, et à celle des anglo-américains, le gouvernement indonésien capitule avec une telle brusquerie que l'impérialisme hollandais craint « les réactions de l'opinion publique indonésienne » devant cette capitulation.*

ITALIE

● *RICARDI, ministre des Finances de Mussolini est acquitté.*

● *Grève générale des mineurs siciliens qui réclament aux patrons des augmentations de salaires, et au gouvernement la nationalisation des mines.*

PALESTINE

● *Les communistes palestiniens dénoncent devant la commission d'enquête de l'O. N. U. l'impérialisme anglais qui utilise les arabes contre les juifs et les juifs contre les arabes. Ils demandent la suppression du mandat britannique et le retrait des troupes d'occupation.*

● *Enlèvement de deux sous-officiers britanniques à Nathania. En représailles, le commandant anglais proclame l'état de siège et fait arrêter tous les hommes âgés de dix à quarante-cinq ans.*

● *2.000 arabes, lors d'un meeting à Jaffa, protestent contre la vente de terres arabes aux juifs.*

● *Les juifs déportés à Chypre par l'armée anglaise font la grève de la faim.*

TRIESTE

● *Plusieurs officiers supérieurs des troupes anglaises d'occupation touchaient des « pots de vin » de divers industriels auxquels ils passaient des commandes de travaux de reconstruction. Ils faisaient aussi du trafic de devises.*

DONT ACTE

Contrairement aux informations données par La Vérité, M. Gaston Roux, commissaire national aux Sports, affirme n'avoir pas connu Gouin avant la guerre, ni sur le terrain politique ni sur celui des affaires, et être étranger à la disparition des dossiers de l'affaire Pascot.

J. R. C.

LA VIE DU PARTI

LES STALINIENS sabotent un meeting contre Franco

Dimanche dernier, à Toulouse, les sections locales du P.C.I. et du G.C.I. avaient organisé un meeting de solidarité avec les travailleurs espagnols en lutte contre le fascisme franquiste.

Tout cela ne faisait pas évidemment l'affaire des staliniens toulousains. De bonne heure, avant l'ouverture des portes, un grand nombre d'éléments envoyés par le parti communiste français se placèrent à l'entrée du local où devait avoir lieu la réunion.

Nos camarades prirent la parole dans la cour pour exposer que comme d'habitude au meeting trotskiste serait offerte la tribune aux contradicteurs et réclamèrent la présence responsable d'un dirigeant stalinien local pour assurer la démocratie de la discussion.

Les staliniens naturellement n'acceptèrent pas, préférant se produire dans une attitude digne des pires troupes de choc fascistes, provoquant l'indignation de nombreux travailleurs venus nous écouter.

Devant de nombreux groupes de travailleurs, nos camarades défendirent énergiquement notre programme et dénoncèrent les partis ouvriers au service de la bourgeoisie. Des militants staliniens, ont demandé leur adhésion à la section toulousaine du P.C.I.

La Conférence Nationale du Parti

Les 13 et 14 juillet 1947, une Conférence nationale du parti s'est réunie à Paris. Elle avait à se prononcer sur *la nature sociale de l'Etat russe* et *la politique de la IV[e] Internationale à l'égard de l'Union Soviétique*. A la majorité des deux tiers, la Conférence a adopté la résolution présentée par le camarade Frank avec une partie des amendements du camarade Geoffroy, confirmant l'appréciation de l'U.R.S.S. comme *Etat ouvrier dégénéré* et la politique de *défense inconditionnelle de l'Union Soviétique*, dans le cas de conflits avec les Etats impérialistes.

Comité Régional Parisien

Les membres titulaires et suppléants du C.R. parisien, les responsables des cellules, sont convoqués pour le vendredi 18 juillet, à 20 heures, au local central.

VIENT DE PARAITRE :

Mouvements nationaux et lutte de classe au Viet-Nam

Brochure de 90 pages, retraçant l'histoire de la lutte libératrice du Viet-Nam contre l'impérialisme analysant la structure sociale et la nature de la révolution en Indochine. Prix : 50 fr.

Les régions de province du parti sont priées de passer leurs commandes sans tarder à Mlle J. Weill, Boîte Postale 64. Paris-15e.

Pour soutenir LA VERITE abonne-toi

Un an	250 fr.
6 mois	125 »
3 mois	65 »
de soutien	500 »

Adresse ton abonnement, dès aujourd'hui, à « La Vérité », 100, rue Réaumur, Paris-2e.

Le gérant : M. JUILLIA.

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE
IMPRIMERIE REAUMUR
— 100, rue Réaumur —

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués